Gilets jaunes : le pouvoir au peuple !

dimanche 16 décembre 2018, par Jean-Paul DAMAGGIO

Quand le 17 novembre à 6 h 15 du matin sur le rond-point de Castelsarrasin j'entends une brève intervention pour dire les revendications, appeler à la sécurité, et qui s'acheva par « Macron démission » qui pouvait penser qu'on allait assister au premier recul du président de la République. Il avait été inflexible sur le code du travail, face à la puissante grève unitaire de la SNCF et là, il a fini par craquer.

Parfois je m'inquiète un peu de la façon de minimiser ce succès.

Cela étant, le mouvement ayant pris l'ampleur qu'il a prise, les revendications sociales de départ se sont élargies et la partie satisfaite est devenue insuffisante. Puis, il restait la revendication majeure : Macron démission. Sur ce point il n'y avait rien à attendre en conséquence est montée en première ligne la demande d'un référendum pour pouvoir le destituer. Incontestablement si 2 millions de personnes avaient pu appeler à un référendum Macron était rayé de la carte politique.

Ce mouvement n'a pas une ligne toute tracée et son évolution est devenue tout autant que sa réalité l'enjeu de multiples hésitations. La pluralité des visages, la pluralité des formes fait sa force autant que sa faiblesse.

Et telle est mon analyse au sujet de la revendication placée au centre du mouvement : le référendum d'initiative citoyenne (RIC). Elle a tendance, dans les médias, à relayer au second plan les revendications sociales. Pourquoi ne pas reprendre, à côté, la revendication qui en Espagne vient de surprendre tout le monde : une augmentation du SMIC de 22% ? Et surtout pourquoi ne pas garder au premier plan, le retour de l'ISF car l'essentiel n'est pas le recul de Macron mais une autre répartition des richesses puisque tous les commentateurs sont d'accord là-dessus : qui va payer les reculs obtenus ? Des emprunts aux banques qui vont être ravies de voir augmenter la dette ?

Je sais très bien que les cahiers de doléances expriment la diversité des revendications mais comment en arriver à cette forme ! « Une seule revendication le RIC » ?

Le RIC n'a rien de révolutionnaire quand on se souvient que pendant la dernière campagne électorale il était sur les programmes de plusieurs candidats : Jean Lassalle, François Asselineau, Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan. C'est vrai PS et droite, une fois de plus unis, avaient négligés ce point !

Surtout le RIC n'a rien de révolutionnaire car après avoir obtenu la destitution de Macron, il est remplacé de manière temporaire par le président du Sénat et le vote suivant se fait dans les mêmes conditions avec certes la possibilité d'une nouvelle destitution qui va obliger le nouveau président à écouter le peuple sauf que le changement de politique n'est pas seulement une question d'écoute.

Je le précise : la revendication me semble totalement juste mais ce qui m'inquiète c'est la place qu'elle prend ! J'ai étudié pas mal de référendum dans le monde (dont certains d'initiative populaire) aux USA, en Equateur, au Venezuela, en Italie et j'ai pu constater qu'ils n'étaient qu'une face mineure de la reconstruction d'une démocratie. Le cas du Venezuela est frappant : alors que le pays se fait fort d'avoir le référendum révocatoire (ce qui enchante Mélenchon) il n'est pas négligeable de constater que Maduro n'a pas permis sa mise en place ce qui avait été possible avec Chavez.

Le grand mérite des gilets jaunes tient au fait que les revendications ne sont pas cloisonnées avec d'un côté le social et de l'autre le politique. Comme dans la vie tout se mêle, mais de ce mélange il reste une part amputée. Sur le plan social, l'adversaire direct n'est pas le patron (comme pour un syndicat), et sur le plan politique Macron ne peut pas être le seul adversaire.